

CORÉE

La convergence du PIB par habitant s'est poursuivie, mais l'écart par rapport aux pays les plus performants reste substantiel en raison du faible niveau de productivité.

Priorités

Réduire les obstacles à l'entrée pour les entreprises nationales et étrangères

Enjeu et recommandations : pour intensifier la concurrence et améliorer la productivité, il avait été recommandé de réduire les obstacles à l'entrée au moyen d'une réforme de la réglementation et d'éliminer les obstacles résiduels pouvant décourager les investisseurs étrangers potentiels.

Mesures prises : la réglementation applicable en cas de création d'une entreprise a été assouplie dans le cadre de la « stratégie globale pour l'amélioration de l'environnement des entreprises », qui a été annoncée en septembre 2006 et suivie d'un deuxième programme en juin 2007. Le gouvernement a révisé en 2006, 962 des 1 422 réglementations concernées (sur un total de 8 043). En décembre 2007, il a créé trois zones franches économiques (en plus des trois qui existaient) visant à attirer les investisseurs étrangers par des incitations financières et des exonérations de certaines réglementations restrictives.

Réduire le soutien à la production agricole

Enjeu et recommandations : afin d'atténuer les distorsions des échanges et de faire baisser les prix pour les consommateurs, il avait été recommandé de modifier la composition des aides en privilégiant les paiements directs par rapport au soutien des prix du marché, tout en diminuant le niveau global du soutien.

Mesures prises : aucune mesure importante n'a été prise. Dans le cadre de l'accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis, qui a été conclu en avril 2007 mais n'a pas encore été approuvé, les droits de douane doivent être supprimés immédiatement pour 38 % des positions tarifaires concernant les produits agricoles, ce qui représente 55 % des importations de produits alimentaires en provenance des États-Unis, y compris le blé. Les droits de douane sur d'autres produits importants, en particulier la viande bovine, seront progressivement éliminés, ce qui contribuera à réduire le soutien des prix du marché.

Renforcer la concurrence dans le secteur de l'énergie

Enjeu et recommandations : pour intensifier la concurrence dans les secteurs de l'électricité et du gaz, il avait été recommandé de créer des sociétés de distribution indépendantes du réseau de transport, de mettre en place des autorités sectorielles de régulation indépendantes et de modifier le système de tarification pour qu'il y ait moins de subventions croisées entre les différents secteurs.

Mesures prises : aucune mesure importante n'a été prise. Toutefois, dans le cadre du plan de décembre 2006 visant à développer les activités de services, le coût de l'électricité pour ces activités sera abaissé de 30 %, de façon à l'aligner sur celui en vigueur dans le secteur manufacturier. De plus, les prix de l'électricité fixés par le gouvernement pour les entreprises industrielles et les ménages ont été ajustés pour mieux refléter les coûts.

Améliorer le système d'innovation

Enjeu et recommandations : pour que l'investissement dans l'innovation soit plus rentable, il avait été recommandé de renforcer les liens entre les établissements de recherche des entreprises, des universités et du secteur public, d'assurer une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle et de faire en sorte que l'enseignement supérieur soit plus performant.

Mesures prises : le gouvernement a annoncé en mai 2007 un plan destiné à accélérer les enquêtes concernant d'éventuelles violations des droits de propriété intellectuelle. Une loi visant à une plus grande transparence des résultats des universités au moyen d'évaluations objectives a été adoptée en mai 2007.

Accroître le taux d'activité des femmes

Enjeu et recommandations : pour accroître le taux d'activité des femmes, il avait été recommandé de développer les services privés de garde des enfants en leur laissant plus de souplesse pour leur gestion et en supprimant les tarifs plafonnés.

Mesures prises : en 2006, le gouvernement a élargi la subvention en faveur des services privés de garde d'enfants de moins de 3 ans. L'aide sous conditions de revenu accordée aux familles pour la garde et l'éducation des enfants de moins de 5 ans bénéficiera en 2009 à 80 % des enfants de cette tranche d'âge, contre la moitié seulement en 2006.